

# Déclaration liminaire du CSA du 7 septembre 2023

## SUD éducation Vendée

Nous engageons cette rentrée 2023 avec un nouveau ministre de l'éducation. Encore un. Un de plus qui va vouloir imposer une vision réactionnaire complètement hors sol. Mais est-ce bien un ministre de l'éducation ?

Millionnaire à 26 ans sans avoir pris la peine de travailler, il déclarait au printemps dernier, face à nos nombreux collègues en grève contre la réforme des retraites, que ce n'était pas « la France qui travaille » ? Déjà il traquait les pauvres qui fraudaient les aides sociales, au lieu de la fraude fiscale, quand il était chargé des comptes publics ?

Ne serait-ce pas plutôt un ministre des nanti-es ?

Il est aussi l'artisan du SNU et souhaite généraliser ce dispositif visant à soumettre la jeunesse en la mettant à disposition de militaires parfois maltraitants, humiliants, violents. A faire chanter aux jeunes en uniforme un hymne violent et dépassé, en rang, au pied d'un drapeau, les faire ramper dans la boue ou marcher au soleil, quel beau projet !

Ne serait-ce pas plutôt un ministre de la guerre ?

Dès cette rentrée, le ministre Attal s'attèle à une polémique, une seule. C'est l'abaya. Ce vêtement traditionnel et non religieux inconnu de la majorité des français-es il y a quelques semaines. Ce cher ministre a donc décidé de partir en croisade contre les jeunes femmes racisées portant des tenues trop longues, trop amples ou trop noires à son goût. Il va jusqu'à faire un aller-retour Paris-Rennes en jet privé et à fortement inciter les journalistes d'en parler pour éviter d'aborder les vrais sujets de la rentrée : le manque toujours plus criant de personnel, car non, il n'y aura pas un-e enseignant-e devant chaque élève à la rentrée, et Attal le sait bien. Que l'Education Nationale assure enfin aux personnels des conditions d'exercice et de rémunération dignes, au lieu de chercher à imposer ses vues vestimentaires aux élèves, avec en prime le possible retour de l'uniforme.

Ne serait-ce pas plutôt un ministre de la mode et de la couture ?

Le ministre Attal c'est surtout quelqu'un qui n'a jamais mis les pieds dans l'école publique. Scolarisé dans le privé élitiste à l'école alsacienne dont le coût annuel s'élève à presque 3 smic.

Ne serait-ce pas un ministre de l'éducation privée ?

En fait même pas puisqu'il n'a jamais enseigné. Evidemment puisqu'il n'est pas enseignant et n'en a pas la formation.

Ne serait-ce pas un ministre du privé tout court ?

Débuter tout un laïus sur un ministre qui ne sera que de passage, est-ce décalé comme introduction pour une déclaration liminaire d'une instance académique ?

Peut-être pas... Peut-être pas car cela donne le ton.

Le ton d'une continuité politique qui file de plus en plus vers le fascisme.

Déjà Blanquer voulait mesurer la taille des jupes des jeunes filles ou de leur crop top, afin de s'assurer que leur tenue soit conforme à SA vision d'une tenue correcte. Désormais, Attal s'attaque encore aux filles et jeunes femmes mais à travers un prisme raciste avec sa polémique montée de toute pièce par son ministère sur l'abaya. Le parallèle fait par le président Macron entre cette tenue et le meurtre de notre collègue Samuel Paty est juste ignoble.

Quid de cette injonction vestimentaire quand celle-ci est transformée sur le terrain vendéen par de jeunes IEN faisant, dès la rentrée, des remarques sur les tenues des enseignant-es ?

Quid de la présence de « brigades de la république » chargées de contrôler les tenues de jeunes femmes à l'entrée des établissements alors que ces mêmes établissements manquent de personnel socio-éducatif ?

Pour embaucher des personnels de répression il y a de l'argent mais pour l'éducation publique, là, c'est autre chose.

De trop nombreux collègues du premier degré nous ont contacté-es pour nous faire part de leurs inquiétudes face à des annonces d'IEN sur des fermetures de classes qui allaient les affecter. Les fermetures de cette phase de septembre, en plus d'être socialement inacceptables, sont inhumaines pour les personnels et les élèves touché-es.

SUD éducation revendique l'abandon de la phase de septembre afin que celle-ci redevienne ce qu'elle était et ce qu'elle doit être : une phase d'ajustement avec uniquement des mises à disposition de moyens supplémentaires.

Il n'y aurait pas assez de personnel ? L'éducation nationale peine à recruter ? Peut-être que ce métier est devenu un repoussoir faute de revalorisation et de considération. Il n'y aurait pas assez de dotation ? Chaque échelon hiérarchique rejetant la responsabilité sur l'échelon supérieur. A quoi servent les primes et salaires exorbitants perçus par les haut-es fonctionnaires, si aucun-e ne se considère comme responsable de l'échec de l'éducation nationale, qui d'année en année persiste dans la reproduction sociale ?

Notre syndicat, SUD Education, a ses revendications qu'il porte à tous les niveaux. Nos élu-es le font également. Alors qui ne fait pas son travail ? Qu'on ne nous fasse pas croire que le ministre est seul aux manettes pour décider de quelle éducation le peuple a besoin et quels moyens mettre en œuvre pour cela. Car s'il décide que cette éducation sera élitiste et discriminante et que la jeunesse doit être soumise à un service militaire à peine déguisé, doit porter l'uniforme et surtout ne doit plus réfléchir par elle-même, alors c'est l'ensemble de la chaîne hiérarchique qui sera responsable : responsable du sabotage de l'éducation publique, responsable de la crise profonde des vocations, responsable du naufrage de toute une génération.